



CHILLY-MAZARIN

Accusé de réception en préfecture
091-219101615-20210517-D211705-2-DE
Date de télétransmission : 21/05/2021
Date de réception préfecture : 21/05/2021
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU LUNDI 17 MAI 2021

Nombre de membres

en exercice : 35

Présents : 29

Représentés : 6

Excusé : /

Absent : /

L'an deux mille vingt et un, le dix-sept mai à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

PRÉSENTS : MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, M. CRUSE, MMES GREMION, RICCIARELLI, M. DELIANCOURT, MME LE PALUD, ADJOINTS ; M. SERRES, MME NAOUM-GHAZIEFF, M. HAMONIC, MMES BOUGE, MICHON, M. SOUSA, MME YENKETRAMDOO, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, BOUKOUNA, DEBBI, FERYN, MME TERRINE ; MME CINOSI-GIRARD, MM. BOUCHE, RIBEIRO-CAPITAO, MMES LACARRIERE-FARGES, LEANZA, FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

REPRÉSENTÉS :

M. JANUS POUVOIR A M. LACAMBRE

MME MORIEZ POUVOIR A MME GY

MME HADJIAT POUVOIR A MME MICHON

M. GNADRE POUVOIR A MME CINOSI-GIRARD

MME SICSIC POUVOIR A M. RIBEIRO CAPITAO

M. RODRIGUES POUVOIR A M. BOUCHE

EXCUSÉ : /

ABSENT : /

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Monsieur **Samy BOUKOUNA** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

D211705-2

Signature d'une convention relative à la mise en œuvre de la procédure du rappel à l'ordre par la Maire.

N° D211705-2

OBJET : SIGNATURE D'UNE CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCEDURE DU RAPPEL A L'ORDRE PAR LA MAIRE.

RAPPORTEUR : BEATRICE RICCIARELLI

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Le rappel à l'ordre est un dispositif qui existe pour les maires depuis la loi du 5 mars 2007. Son article 11 prévoit la possibilité pour le maire de procéder à la notification d'un rappel à l'ordre à l'encontre de personnes auteurs de troubles à l'ordre et la tranquillité publics.

Le rappel à l'ordre intervient dans le cadre d'un protocole avec le parquet. Le protocole définit le cadre d'intervention du maire. A l'issue du rappel à l'ordre, la transmission d'un retour au Procureur doit être faite.

Le rappel à l'ordre peut s'appliquer :

- Au non-respect des arrêtés de police du maire lorsqu'ils portent sur des questions de bon ordre, de sûreté, de sécurité, de salubrité publique,
- A d'autres faits relevant d'une peine contraventionnelle,
- Ou encore à des comportements n'emportant pas de qualifications pénales.

Peuvent ainsi être concernés : l'absentéisme scolaire, la présence constatée de mineurs dans des lieux publics à des heures tardives, les incivilités commises par des personnes majeures ou mineures, les incidents aux abords des établissements scolaires, les conflits de voisinage, les bruits ou tapages injurieux ou nocturnes, certaines atteintes légères à la propriété publique, l'abandon d'ordures, matériaux ou autres objets, la divagation d'animaux dangereux...

En 2013, une convention de mise en œuvre du rappel à l'ordre avait été signée entre la Maire et le Procureur dans le cadre du CLSPD en place en 2013 et conformément au contrat local de sécurité signé le 14 décembre 2000.

Aujourd'hui il convient de réaffirmer la volonté de la ville de s'inscrire dans cette procédure de rappel à l'ordre, de remettre en place ce dispositif, d'affirmer la volonté de travailler en lien étroit avec le Parquet de l'Essonne, mais également d'y associer un nouveau partenaire : le Commissaire de Police.

Mise en œuvre du rappel à l'ordre

- Quand un rappel à l'ordre est envisagé, sur initiative de la police nationale ou de la Maire, la ville saisit le parquet par mail via une fiche navette pour, dans les 15 jours précédant le rappel à l'ordre, obtenir l'accord du Parquet,
- Sans réponse sous 8 jours, l'accord est considéré comme étant acquis,
- L'auteur est convoqué par un courrier signé de la Maire précisant les faits pour lesquels le rappel à l'ordre est envisagé,
- La Maire reçoit l'auteur en présence d'un membre des forces de l'ordre,
- Le Commissaire de police adresse au Procureur une fiche attestant de la réalisation du rappel à l'ordre,
- Un état des lieux des rappels à l'ordre est ensuite transmis annuellement au parquet.

Sont exclus de la procédure de rappel à l'ordre les faits pouvant être qualifiés de crimes ou délits et les faits qui ont donné lieu à une enquête ou à une plainte.

Ce dispositif s'inscrit pleinement dans la démarche engagée par la municipalité depuis quelques mois : amélioration du partenariat avec la police nationale, recrutement de médiateurs, recrutement en cours d'un coordonnateur prévention-sécurité, réalisation d'un diagnostic de prévention/sécurité, relance du CLSPD.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur la délibération suivante et à adopter la convention relative à la mise en œuvre du rappel à l'ordre.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :

VU le Code général des collectivités territoriales, et ses articles L. 2122-21 et L. 2121-22 relatifs aux attributions exercées par le Maire au nom de la commune sous le contrôle du Conseil Municipal,

VU le Code de la sécurité intérieure, notamment les articles L. 132-2 et L. 132-7,

VU le Code de procédure pénale, notamment les articles 39-1 et 39-2,

VU la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance et notamment son article 11,

VU la circulaire du Garde des Sceaux CRIM-08-4/E5 en date du 6 février 2008 relative au rôle de l'institution judiciaire en matière de prévention de la délinquance, notamment le paragraphe I.2.2,

VU la circulaire du Garde des Sceaux CRIM-2020-08-H2 en date du 10 mars 2020 relative à la présentation des articles 42, 59 et 72 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, notamment son annexe n° 1,

VU le projet de convention relative à la mise en œuvre de la procédure du rappel à l'ordre,

VU l'avis de la commission Sécurité, Prévention, Tranquillité publique et Citoyenne du 5 mai 2021,

CONSIDERANT que le rappel à l'ordre est un outil dont dispose la Maire en matière de prévention de la délinquance,

CONSIDERANT que la Commune de Chilly-Mazarin souhaite mettre en place le rappel à l'ordre dans le but d'apporter une réponse pénale de proximité,

CONSIDERANT que la mise en œuvre de ce dispositif de prévention de la délinquance nécessite un dialogue constructif entre la Maire, le Procureur de la République et le Commissaire de Police,

CONSIDERANT la volonté de la ville de travailler en partenariat étroit avec le Parquet de l'Essonne et le Commissaire de Police,

CONSIDERANT que la signature d'une convention ayant pour objectif de garantir, au travers d'une information réciproque, une cohérence et une harmonie entre l'action de la Ville et celle du parquet d'Evry en matière de prévention de la délinquance,

DELIBERE

ARTICLE 1 : DECIDE de signer la convention relative à la mise en œuvre de la procédure du rappel à l'ordre par la Maire entre le Procureur de la République, le commissaire de Police de Palaiseau et la Ville de Chilly-Mazarin.

ARTICLE 2 : AUTORISE Madame la Maire ou son représentant, à signer la convention ainsi que tous documents y afférents.

Résultat du vote : UNANIMITE.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Extrait certifié conforme.

Chilly-Mazarin, le 17 mai 2021



**La Maire,
Rafika REZGUI**